

Libres Propos : VIGIPIRATE et le reste... *Encore combien de temps ?*

Le plan "Vigipirate renforcé" aurait dû, après l'attaque terroriste du 11 septembre 2001, relancer le débat sur la participation des forces armées aux opérations de sécurité intérieure.

ENGLISH VERSION

Implications of the threat on the inside *Vigipirate and the rest... for how much longer?*

The reinforced "Vigipirate" (National anti-terrorist vigilance plan) should, after the terrorist attack of the 11th of September 2001, have reopened the debate about the Armed Forces participation in national security operations.

The splitting up of the USSR and the fall of the Berlin Wall provoked changes in strategic thinking. The 11th of September is, it would seem, an obvious new pointer in the matter. The Vigipirate plan, diminished but never completely abandoned since the wave of terrorist attacks in 1996, was once more the subject of attention from the media which focused on the new security measures such as deployment of anti-aircraft batteries near to sensitive sites. Renamed "Reinforced Vigipirate" after the terrorist attack of the 11th of September this plan, supposed to be temporary, should have reopened the debate about the participation of the Armed Forces in national security operations. Even if inevitable when the population is seriously threatened, involvement of the Army for internal national security operations, should not only be limited to exceptional situations, but also be brief for structural, human and legal reasons.

The authorities don't seem to have understood that the "not so Mute as all that" (The Army is colloquially known as the "Large Mute" in France) no longer has the means to take the place of public or private services, whilst the latter are busy demanding their share of the money that current presidential election debates promise left, right and centre? As conscription has ended, the Forces, and in particular the Army, are no longer capable of managing the considerable increase in simultaneous interventions, on the national territory and beyond the frontiers.

The "professionalisation" (enlisted personnel only) has singularly affected the availability of the Forces which already contribute, permanently, to the surveillance of national maritime and air space, whilst deploying their land forces.

In particular, the personnel of the Army have fallen by nearly 40% when compared with its previous structure. Whilst the Forces were in the middle of reorganisation, the tasks for completion multiplied, within and without the national territory. External missions already represented nearly 10% of total personnel at the end of 2000, whilst the missions known by the euphemism of "internal projections" built up: Vigipirate (already 500 men per day before the 11th of September), forest fire surveillance in Summer, 24 hour duty for the supposed Year 2000 bug, defence of abandoned military installations, protection of the Euro depots (practically a Company per regiment during the whole of the transition period). To these are added rescue missions that are often long and demand high numbers of personnel.

Do the political powers, that order these simultaneous internal security missions, realise the consequences on the troops' ability to remain prepared for the missions for which they are destined? Do they know that the regiments are already finding it extremely difficult to actually get to the training colleges, as the "reformatting" of the Army has taken away the Companies that once instructed the future officers? Do they have no idea at all that, as all the efforts for maintaining equipment concern external operations, they are depriving the regiments of their tools for the limited amount of

Le démantèlement de l'URSS et la chute du mur de Berlin avaient provoqué un renouveau de la pensée stratégique. La date du 11 septembre 2001 semble devoir constituer une nouvelle référence incontournable en la matière. Le plan Vigipirate, qui avait été certes allégé mais jamais suspendu depuis la vague d'attentats de décembre 1996, a été une nouvelle fois l'objet de l'attention des médias, focalisée sur de nouvelles mesures comme le déploiement de batteries antiaériennes

hors des frontières.

De fait, la professionnalisation a singulièrement entamé les possibilités d'action des armées, qui contribuent déjà, en permanence, à la surveillance des espaces aériens et maritimes nationaux, tout en déployant des forces terrestres de souveraineté. En particulier, l'armée de terre a vu ses effectifs réduits de près de 40% par rapport à son format précédent. Or, alors que les armées étaient en pleine restructuration,



près de sites sensibles. Rebaptisé "Vigipirate renforcé" après l'attaque terroriste du 11 septembre 2001, ce plan en principe temporaire aurait dû relancer le débat sur la participation des forces armées aux opérations de sécurité intérieure.

Même si elle est inévitable lorsque la population est gravement menacée, l'implication de l'armée de terre, dans des opérations de sécurité sur le territoire national, doit non seulement rester circonscrite aux situations exceptionnelles, mais surtout limitée dans le temps, pour des raisons à la fois structurelles, humaines et juridiques.

En effet, les autorités politiques ne semblent pas avoir compris que la "Grande pas-si-Muette-que-ça" n'a plus les moyens de se substituer aux services publics ou privés, lorsque ceux-ci sont occupés à réclamer leur part d'une manne financière que des perspectives électorales tendent à faire dilapider? Fin de la conscription oblige, les armées, et en particulier l'armée de terre, ne sont plus dimensionnées pour pouvoir faire face à la multiplication d'intervention simultanées, sur le territoire national et

les tâches à accomplir se sont multipliées, à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire national. Les missions extérieures de tout type représentaient déjà à la fin de 2000 près de 10% de l'effectif total*, tandis que les missions qu'un doux euphémisme nomme "projections intérieures" s'accumulent: Vigipirate (déjà 500 hommes par jour avant le 11 septembre), participation à la surveillance des feux de forêt en période estivale, astreinte liée au supposé bogue de l'An 2000, garde d'installations militaires pourtant abandonnées, protection des dépôts d'euros (pratiquement une unité élémentaire par régiment en permanence pendant toute la période de transition). Il s'y ajoute des missions de secours souvent durables et consommatrices en personnel.

Le pouvoir politique, qui ordonne ces missions de sécurité intérieure simultanées, se préoccupe-t-il seulement des conséquences de celles-ci sur la capacité des troupes à rester prêtes à remplir les missions pour lesquelles elles sont destinées? Sait-il que les régiments ont déjà toutes les peines du monde à honorer les prestations demandées par les écoles de formation, le "reformatage" de l'armée de terre ayant



Le rôle de l'armée de terre ne peut s'inscrire qu'en ultime soutien de l'action principale que mènent les forces de police sur le territoire national, grâce à leur connaissance inégalable du milieu et des savoir-faire plus adaptés. De plus, l'emploi de la force armée est assujéti à des règles juridiques si contraignantes et peut avoir des conséquences si variées qu'il vaut mieux les réserver à des situations vraiment exceptionnelles. Le souvenir de la

privé celles-ci des compagnies qui servaient jadis à l'instruction initiale de leurs futurs cadres ? Se doute-t-il que tous les efforts de maintenance portent sur les matériels déployés en opérations, privant les régiments de leurs outils de travail dans les créneaux pas si nombreux qui peuvent être consacrés à l'entraînement d'unités en perpétuel renouvellement d'effectifs ? Toujours est-il que tous les corps sont confrontés à un cercle vicieux, dans lequel le rythme d'activités est tel qu'il contribue activement à entretenir l'attrition du personnel de toute catégorie, ce qui augmente du coup l'indisponibilité de ceux qui restent, occupés à la formation de nouvelles recrues. Et ce n'est pas la mise en œuvre du déjà célèbre TAOPM qui facilitera la tâche de ceux qui auront bien voulu rester malgré tout.

Ce qui est le plus grave : des individus de tout grade et de toute spécialité continueront d'être envoyés dans des missions extérieures au contenu mal défini, au terme d'une préparation expéditive, et avec des matériels pas toujours adaptés, sans que cela soulève la moindre indignation nationale puisque c'est le métier qu'ils ont choisi.

Un emploi systématique des forces armées, en particulier de l'armée de terre, aux côtés des forces de police (gendarmerie incluse) est de nature à remettre en question la définition même du rôle de chacune d'entre elles dans la sauvegarde des intérêts de la nation. Cette définition avait pourtant été élaborée pour correspondre au modèle d'une armée de métier, consacrée à la projection extérieure.

Certes la population a fini par s'habituer à la présence de "treillis camouflés" dans les lieux publics. Même si Vigipirate n'est d'aucune véritable utilité dans la lutte contre le terrorisme, sa contribution à la baisse de certaines formes de petite délinquance a fini par le rendre indispensable aux yeux du pouvoir politique. Mais le but initial de rassurer la population (pour maintenir la consommation des ménages ?) est-il toujours atteint, lorsque l'on croise au quotidien des militaires dont on devine l'incapacité à réagir en cas de réelle menace, compte tenu du temps qu'ils mettront à approvisionner une arme reliée à leur corps par une chaîne ?

bataille d'Alger est encore vivace.

Surtout, la lutte contre une menace intérieure, représentée par des terroristes, des trafiquants, ou encore des zones de non droit, n'est pas que du seul ressort des forces armées, mais doit faire l'objet d'une politique globale. En effet, il faut une réelle volonté politique pour consentir aux efforts budgétaires et législatifs nécessaires à l'amélioration des capacités des forces de sécurité (avant que celles-ci ne la réclament dans la rue en y ajoutant quelques revendications éloignées des seules demandes de moyens), définir le dispositif judiciaire approprié, ou encore mettre en place les structures d'éducation préventives.

Si l'armée de terre doit participer à des opérations de sécurité sur le territoire national, il ne peut s'agir que d'actions ponctuelles, motivées par l'absence initiale de moyens adéquats, parfaitement définies par le pouvoir politique et limitées dans le temps.

Les pérenniser nécessiterait d'une part de redéfinir le format de l'armée de terre, voire sa participation à des missions extérieures, et d'autre part de revenir sur la répartition des rôles respectifs des forces de l'ordre et de l'armée de terre dans le cadre de la défense militaire terrestre.

Compte tenu du contexte actuel, l'armée de terre se doit d'envisager l'engagement d'unités dans des actions nettement plus concrètes que le plan Vigipirate. Elle peut pour cela profiter des enseignements des opérations de contrôle de foule au Kosovo, ou encore de l'exemple britannique en Irlande du Nord, afin de proposer au pouvoir la réalisation de capacités nouvelles, susceptibles de répondre à de réelles menaces contre la sécurité de la nation.

***soit 34500 pour l'année 2000, dont 17200 en forces de souveraineté, 6300 en forces de présence, 9300 en opérations (Balkans, Liban...) et 1700 en déploiement préventif.**
(source : Rapport d'activités 2000 du Ministère de la Défense)

CHEF DE BATAILLON TACHON
EAI / DIRECTION DES ETUDES
ET DE LA PROSPECTIVE

time dedicated to training the units, where turnover of personnel is permanent?

The corps are faced with a vicious circle, the rhythm of activity is such that it actively maintains the deficiencies of personnel in all categories, which increases the unavailability of those left - occupied with training the new recruits. And the arrival of the already famous TAOPM will not make it any easier for those who have opted to stay despite everything.

Worse - individuals of all ranks and specialties will continue to be sent on badly defined external missions, after hasty preparation, with equipment that is not always adapted, without raising the slightest protest because it's the job they chose to do.

Systematic employment of the Armed Forces, in particular the Army, alongside the Police (including the Gendarmerie) should question the actual definition of the role they are supposed to play in the security of national interest. Yet, the role was defined to create an occupational Army, dedicated to external projection.

Certainly, the population is now used to the presence of "fatigues" in public places. Even if Vigipirate is actually of no real use in the fight against terrorism, its contribution to the decline of lesser acts of delinquency has made it indispensable in the eyes of the political powers. But does the initial aim of reassuring the population (to maintain house-hold spending?) still exist, when each day we see soldiers who, as we can guess, cannot possibly react when faced with a real menace, given the time needed to load their weapon attached to a chain.

The role of the Army is finally only to support the main action of the National Police on national territory, due to their unequalled knowledge of their action field and more adapted skills. Plus, using the Armed Forces is subjected to legal restrictions so limiting, and have consequences so varied, that it would be better to only call them for exceptional situations. The memory of the battle at Alger is still alive and well.

Above all, the fight against internal threats, represented by terrorists, traffickers, or "no-mans land" areas, does not only concern the Armed Forces, but should be part of a global policy. Indeed, a real political effort is required to consent to necessary budgets and legislation for improvement of security forces' capabilities (before they start demonstrations to obtain this, but also add on other demands), and to define an appropriate judicial system, or implement preventive education structures.

If the Army have to participate in security operations on the national territory, that participation can only be occasional, motivated by an initial absence of adequate methods, perfectly defined by the political powers, and of limited lengths of time. Systematically using the Army means on one hand, redefining its format, or even its participation in external operations, and on the other, questioning the respective roles of the police and Army for territorial military defence.

Taking into account the current situation, the Army should envisage engaging its units in actions much less abstract than Vigipirate. To do this, they could benefit from the lessons learned from crowd control operations in Kosovo, or use the British example in Northern Ireland, to propose to the government the creation of new structures, capable of responding to real threats to national security.



L'Armée de Terre

une chance pour votre avenir

**Didier, 20 ans,
a toujours aimé
se surpasser.**

**Sa passion,
il en a fait son métier.**

**Il commande
3 pièces de mortier
et 15 hommes.**



combat

informatique

électrotechnique

restauration collective

administration

électromécanique

pilote d'hélicoptère...

**Vous
avez
entre
18 et 24 ans**

www.recrutement.terre.defense.gouv.fr - 3615 TERRE* - 08 92 66 24 14**

rejoignez-nous

OFFICIER : à partir de BAC+2 - SOUS-OFFICIER : bacheliers

ENGAGE VOLONTAIRE : brevet des collèges - CAP - BEP

Possibilités d'effectuer des préparations militaires et de devenir réserviste
Renseignez vous auprès du CIRAT(Centre d'Information et de Recrutement de
l'Armée de Terre)du chef lieu de département

à MONTPELLIER 2 rue Pagézy BP 40

34 027 MONTPELLIER CEDEX 1

Tél : 04.67.92.45.37

www.recrutement.terre.defense.gouv.fr

3615 Terre

08 92 66 24 14

